

Quelle sortie de crise ?

A. Le retour au néolibéralisme	Page 2
B. La concertation à la suédoise	Page 3
C. Le capitalisme vert	Page 5
D. L'écosocialisme	Page 7

Par Marc Bonhomme

13/10/09

A. Le retour au capitalisme néolibéral

Ce retour signifie le retour à la compétition pure, entreprise contre entreprise, pays contre pays.

- Minimiser les coûts de l'entreprise, essentiellement les salaires.
 - Comment faire alors pour vendre toute cette production de masse générée par le travail à la chaîne et l'automatisation ?
 - En revenir à l'endettement des prolétaires pour compenser les bas salaires ?
 - Cela revient à guérir l'endettement qui a causé la crise par davantage d'endettement.
 - On peut momentanément soulager un drogué avec davantage de drogue mais pour une situation pire plus tard

C'est pourtant la voie dans laquelle le Canada et le Québec persistent

- Minimiser les impôts des compagnies et des riches donc les dépenses sociales des gouvernements.
 - Comment faire alors pour obtenir tout cet argent pour sauver les banques et relancer l'économie ?
 - S'endetter auprès des banques !
 - Mais les banques sont obsédées par l'équilibre budgétaire par peur d'une répudiation de la dette... et surtout de l'inflation, deux moyens drastiques que seul l'État possède, surtout les ÉU, le gendarme du monde.
 - Le déficit zéro en devient une obsession d'où s'annoncent coupures, tarifications (écologiques !) et PPP.

Le peu d'endettement de l'économie chinoise (et du gouvernement canadien !) leur permet de suivre, pour un temps, le chemin tracé par les ÉU... qui mène dans le mur.

- La revue par excellence du capitalisme néolibéral mondial, The Economist, prône un retour à l'ancien état des choses qui cependant corrigerait l'immense déséquilibre des paiements entre les ÉU et la Chine :
« Mais au lieu de retomber dans les déséquilibres qui prévalaient avant la crise, un nouveau modus vivendi est possible : Les ÉU pourraient contre-balancer les flux entrants de capitaux des banques centrales avec ses propres flux sortants. Ils pourraient ainsi emprunter à court terme des pays émergents, satisfaisant leur demande d'actifs financiers liquides et garantis pendant qu'ils investiraient à long terme outremer dans des actifs plus risqués mais plus rentables. [...] Étant donné que ses ménages désormais épargnent, ils auraient plus de capitaux disponibles. [...] Cela suggère une alternative aux politiques industrielles tant des pays riches que des pays pauvres. [...] En plus, de plus grandes sorties de capitaux à partir des ÉU affaibliraient le dollar étasunien permettant à l'amélioration de sa balance commerciale. »
A special report on the world economy. The Economist, 3/10/09

À la crise du capitalisme néolibéral, il faut encore plus de capitalisme néolibéral... assaisonné d'une sauce encore plus piquante d'impérialisme étasunien. (Mais je me trompe, et je me pince, puisque son chef de file vient de gagner le prix Nobel de la paix.) Plus cynique, tu meurs.

B. La solution suédoise ou l'illusoire capitalisme industriel :

Le modèle scandinave, surtout suédois, n'est qu'une apparente exception en ce sens que les dépenses sociales sont orientées de sorte à hausser la productivité de la main d'œuvre et le reste est charcuté. L'exception suédoise n'est possible qu'à cause d'une institutionnalisation de la collaboration de classe en 1938 suite à une intense lutte sociale entre les deux Guerres mondiales et d'une importante accumulation de capital industriel durant ces deux guerres, surtout la Deuxième due à une *neutralité* pro-nazie suivie d'une *neutralité* pro-OTAN durant la guerre froide. « *Après la guerre, la Suède a profité de l'avantage de sa base industrielle intacte, de sa stabilité sociale et de ses ressources naturelles pour élargir sa base industrielle afin de reconstruire l'Europe. [...] Les sociaux-démocrates ont imposé des politiques corporatistes favorisant à la fois les grandes corporations capitalistes et les grands syndicats...* » (Wikipédia anglais)

Le modèle suédois a décliné à partir des années 70 pour rentrer en crise au début des années 90 suite à une crise financière majeure, dont le point de départ fut le marché immobilier, et à ses conséquences drastiques sur l'économie réelle. Cette crise a mené à plusieurs privatisations dont une grande partie du transport public, de la poste, à la compétition dans le système de santé entre hôpitaux privés et publics et à un système de bons individuels pour le choix de l'école qui peut être privée. Comme le Canada a rallié l'ALÉNA, la Suède a rallié l'Union européenne, deux accords de libre-échange. La chute des dépenses publiques y fut aussi draconienne que celle au Canada pour les mêmes raisons de grève des investissements et de fuite des capitaux suivies d'une mainmise étrangère sur plusieurs fleurons du capitalisme suédois. Aujourd'hui, le taux de décroissance du PIB, le taux de chômage et le taux de déficit public sont à peu près les mêmes que ceux du Canada.

La Suède et le Canada sont deux pays impérialistes subordonnés à plus puissants qu'eux dans leur zone respective de libre-échange, l'UE et l'ALÉNA, dont ils sont devenus membres parce qu'ils étaient au pied du mur. Cette position a l'inconvénient de les rendre très sensibles aux « libres » mouvements de capitaux d'une poignée de transnationales étrangères et autochtones qui dépendent peu de leur marché national respectif. Leur petite taille relative a par contre l'avantage de leur permettre un ajustement rapide de leur taux de change et d'intérêt pour absorber un brusque changement des flux de capitaux, sans riposte immédiat des grandes puissances. La politique monétaire donne ainsi plus de temps à un réajustement budgétaire, fiscal et structurel, qui oblige la bourgeoisie à affronter la riposte populaire tout en donnant des gages aux centres financiers internationaux par une plus grande ouverture commerciale et financière.

Le cul-de-sac du modèle suédois amène à poser la question de fond :

- Peut-on sauver l'économie, qui est capitaliste, contre la finance ? Pour s'y retrouver, il faut comprendre le rôle de la finance et bien distinguer :
 - LA FINANCE QUI EST SOCIALEMENT UTILE : la finance fait circuler l'argent entre la manufacture, le commerce et le travailleur/consommateur
 - LA FINANCE QUI EST SOCIALEMENT INUTILE MAIS NÉCESSAIRE AU CAPITALISME :

- La finance fait circuler l'argent vers les entreprises, les secteurs et les pays les plus rentables : par exemple, Bell → Vidéotron, automobile → télé-communication, Canada → Chine.
- Dans une économie non-capitaliste, l'argent circulera aussi de cette façon mais en fonction des besoins sociaux et non pas de la maximisation des profits.
- LA FINANCE QUI EST SOCIALEMENT DESTRUCTRICE MAIS DEVENUE NÉCESSAIRE AU CAPITALISME MONOPOLISTE : La finance permet la création d'une bulle spéculative basée sur l'endettement qui permet
 - de parquer des profits non directement rentabilisables dans la production au taux de profit moyen (et de s'enrichir par la spéculation... aux dépens des salaires)
 - de servir de prétexte aux patrons pour baisser les salaires (« la compagnie est trop endettée ») et aux gouvernements pour faire des coupures et privatiser (« si on ne baisse pas les impôts ou on fait un déficit, Standard & Poor va baisser notre cote. »)

C'est le contraire qui est vrai. Baissant les salaires et réduisant l'impôt sur les profits et les hauts revenus pour maximiser les profits, ceux-ci n'arrivent plus à s'investir de façon rentable faute de pouvoir d'achat suffisant des prolétaires et des gouvernements. Les profits se convertissent alors en prêts aux entreprises — à noter en particulier la perversité des rachats à effet de levier où les acheteurs transfèrent à l'entreprise achetée leur dette contractée pour le rachat — aux gouvernements — qui en deviennent encore plus pauvres et encore plus politiquement dépendants du capital à cause du service de la dette — et aux prolétaires eux-mêmes — qui eux aussi en deviennent plus pauvres et plus dépendants.

La finance est tout aussi nécessaire au capitalisme que le soleil et la pluie à l'agriculture, que la charpente pour un édifice.

Il n'y a pas de choix entre un « bon » capitalisme qui investit dans la production et un « mauvais » capitalisme financier qui spéculé.

C. le capitalisme vert ou vertueux (ou le modèle suédois au goût du jour)

- Un avant-goût : la tarification « verte » annoncée par les Libéraux québécois
 - Le doublement des tarifs d'électricité pour soi-disant moins gaspiller d'énergie
 - Les péages autoroutiers pour soi-disant utiliser plus le transport public
 - La taxe de la mal-bouffe pour soi-disant nous inciter à mieux se nourrir

Toutes ces tarifications et taxes sont dans les faits de régressifs impôts indirects car elles sont de même niveau quelque soit le revenu sans compter que les prolétaires à bas revenu affectent une plus grande proportion de leur revenu à la consommation, particulièrement pour se nourrir.

Ces nouvelles taxes dite « vertes » annoncent en celle beaucoup plus importante sur le carbone, déjà existante en Colombie britannique et en Suède, c'est-à-dire sur les produits en proportion des hydrocarbures qu'ils contiennent directement et indirectement pour les produire. À remarquer que le dit marché du carbone ou des « droits de polluer » joue exactement le même rôle mais sans passer par le budget étatique sauf qu'il exige quand même une forte intervention étatique pour fixer les plafonds et les mécanismes légaux de surveillance et de sanction.

Cette nouvelle pression fiscale sur les prolétaires consommateurs, en particulier les plus vulnérables, sera compensée par une baisse de l'impôt sur le revenu, les profits et le capital au nom du dogme néolibéral de la dite neutralité fiscale, c'est-à-dire du maintien à un niveau constant de la pression fiscale en proportion du PIB.

- Le capitalisme ne peut pas être social et vert : c'est l'accumulation sans fin.
 - La loi de la concurrence exige de chaque capitaliste de baisser les salaires, de diminuer les conditions de travail et de payer moins d'impôt. Une entreprise non concurrentielle, c'est-à-dire qui ne maximise pas ses profits, va finir par disparaître.

Un monopole (technologie unique, réseau difficile à concurrencer, gisement de ressource naturelle à très bas coût d'extraction, protection étatique) peut s'abstraire un certain temps de la loi de la concurrence. Mais ces « surprofits », en fait la combinaison du profit normal et d'une rente, se font aux dépens de la baisse du taux de profit moyen des entreprises non monopolistiques.

- Certaines compagnies peuvent être écologiques parce ça permet de réduire les coûts de l'énergie. D'autres peuvent l'être pour répondre à une demande solvable de produits verts.
 - Cependant, la concurrence entre capitalistes oblige à réinvestir les profits pour avoir les machines les plus efficaces.
 - Les machines les plus efficaces sont celles qui produisent à la chaîne, en série, pour la consommation de masse.

Exemple : On peut produire une auto moins énergivore avec une meilleur technologie... jusqu'à une certaine limite. Mais le capitalisme doit produire de plus en plus d'autos... sans limite. Le transport public ? Le capitalisme est pour, surtout Bombardier... mais sans supprimer l'auto individuel.

- Pour une accumulation du capital sans fin, il faudrait une accumulation d'énergie verte sans fin... qui deviendrait de plus en plus polluante.
 - Tout comme les sables bitumineux, le nouveau gaz naturel extrait de roches sédimentaires, d'où une baisse actuelle de prix en Amérique du Nord, nécessite beaucoup d'énergie et d'eau et laisse derrière lui beaucoup de pollution. (Ce ne sera pas une bénédiction d'en découvrir au Québec comme plusieurs compagnies tentent de le faire.)
 - Le charbon propre, en plus d'être énergivore, remplace la pollution de l'air par la pollution de l'eau. (New York Times, 13/10/09)
 - Les soi-disant prometteuses centrales solaires dans les déserts, qui seraient nécessaires pour approvisionner la flotte mondiale d'autos électriques, ont besoin d'énormément d'eau de refroidissement. Il n'y a pas d'eau dans le désert... et il y fait très chaud.
 - Les centrales nucléaires, très chères à construire et à opérer, comportent un risque infini d'explosion radioactive et produisent des déchets radioactifs pour l'éternité.
 - L'énergie éolienne à très grande échelle est limitée par le régime des vents, par les extrêmes de température (il faut chauffer les nacelles par grand froid d'où baisse de rendement et coût extra), est instable — elle doit être combinée à une autre source — non seulement est une pollution visuelle mais accapare et charcute les terres agricoles et les forêts — chaque éolienne a besoin de son chemin d'accès.
- La crise écologique impose l'urgence de commencer à diminuer dès maintenant les émanations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère (les accords de Kyoto exigeaient que se soient hier mais les ÉU et le Canada s'en sont foutus) pour atteindre le niveau de 1990 dès 2015.
 - La priorité doit être donnée à la conservation de l'énergie et à l'efficacité énergétique :
 - Exemple : une meilleure isolation de tous les bâtiments pour réduire la consommation d'énergie de plus de 50% à confort égal, ce qui est tout à fait possible avec les technologies actuelles.
 - Exemple : La construction autoroutière doit être immédiatement arrêtée pour un programme gigantesque et immédiat de métros, trains de banlieue, de tramway et d'autobus à voie réservée.
 - La réduction de la production d'énergie et d'automobiles qui en découlerait est contradictoire avec l'accumulation sans fin du capital
 - Le premier réflexe des gouvernements des pays où la production d'automobile est cruciale (ex. ÉU, Allemagne) a été de subventionner l'achat de nouvelles automobiles.
 - Le plan d'Hydro-Québec est de produire de plus en plus d'électricité pour exporter aux ÉU. C'est même une composante essentielle du plan de relance du Québec. C'est pire au Canada avec l'augmentation substantielle de la production du pétrole extrêmement polluant extrait des sables bitumineux.

D. L'écosocialisme

- Pour éviter une crise écologique, selon les Nations Unis, un pays comme le Canada doit réduire, d'ici 2020, de 40% par rapport à 1990 ses émanations de gaz à effet de serre, d'environ 90% en 2050. Le Québec en est à 105%, le Canada à 120% (en 2007 avant la crise économique).
- Un tel tournant doit aller bien au-delà des changements de comportements individuels qui de toute façon sont très limités par les structures sociales. (Comment se passer d'automobile quand on demeure dans un bungalow de banlieue, seule façon de loger convenablement sa famille à un prix qu'on peut payer même si la banque nous prend à la gorge, et que le service de transport public est plus que déficient ?)
 - Des changements fondamentaux à la façon d'habiter, de se nourrir, de se transporter, de travailler nécessitent la collaboration active du prolétariat ce qui ne peut se faire que si la nécessaire révolution écologique ne se fait pas sur son dos à la manière du capitalisme vert, qu'elle se fait en le mobilisant par la démocratie participative.

La révolution écologique pour aboutir doit se combiner à une révolution en matière de justice sociale et de démocratie qui est de toute façon un but en soi. Cette combinaison s'appelle
ÉCOSOCIALISME

- La crise économique rend disponible, bien involontairement, un grand nombre de prolétaires, d'équipements, de machineries, de bâtiments pour faire de grands travaux écologiques.
 - C'est une telle mobilisation, pour la guerre, qui a finalement mis fin à la grande crise des années 30. Aujourd'hui, le capitalisme néolibéral tend à faire de même pour soi-disant lutter contre le terrorisme, en fait pour le contrôle du pétrole. Pour le capitalisme, la guerre est le paroxysme de la loi de la concurrence.
 - Le capitalisme néolibéral ne pourrait-il pas mobiliser au même niveau pour sauver la planète et pour la justice sociale ?
 - Poser la question, c'est y répondre à moins de croire au pompier-pyromane.
 - Dépenser plus pour la justice sociale et l'écologie va à l'encontre de la loi de la concurrence. Si un pays capitaliste redistribue davantage la richesse, dépenses plus pour les programmes sociaux et écologiques et se dote de sévères lois environnementales et sociales, il perd sa compétitivité mondiale. Il faut alors postuler un gouvernement mondial. Mais ça ne serait plus le capitalisme.
- La réponse des gouvernements pour sauver la finance a démontré qu'il existait des tonnes d'argent qui peuvent être réquisitionnées.
 - Le 200 milliards \$ du fédéral rendu disponibles pour sauver les banques correspond à 45 milliards \$ pour le Québec.

- Si le gouvernement canadien avait mobilisé autant d'argent que le gouvernement des ÉU l'a fait, on parlerait de 800 milliards \$ dont 175 pour le Québec (le budget total du Québec est de 66 milliards \$).
- L'INDÉPENDANCE permettrait de mobiliser cet argent par l'intermédiaire de la Banque du Québec contrôlée démocratiquement une fois expropriées les banques et autres institutions financières situées au Québec. Elle permettrait :
 - D'orienter les épargnes collectives vers des investissements verts et sociaux, ce que ne peut pas faire la Caisse de dépôts et de placement qui, soumis à la loi de la concurrence, cherche à maximiser ses rendements par des placements majoritairement hors Québec et par la spéculation.
 - De hausser substantiellement l'imposition des hauts revenus, des profits et de la consommation luxueuse tout en arrêtant net la fuite dans les paradis fiscaux et l'évasion fiscale.
 - De hausser le prix de la surconsommation d'énergie en autant que celle de base soit gratuite ; d'imposer des péages autoroutiers et même d'interdire l'automobile individuelle en autant qu'existe un transport public gratuit, fréquent et de qualité ; de taxer lourdement la mal-bouffe en autant que soient subventionnés les aliments de base et écologiques disponibles en quantité et à proximité.
- Un Québec écosocialiste est un Québec de PLEIN EMPLOI À TEMPS COMPLET, avec salaires et conditions de travail décentes, et des services publics et des programmes sociaux universels, sans liste d'attente, de qualité et complètement gratuits et qui réduisent la pauvreté à zéro.
 - La productivité du travail ayant été multiplié par plus de trois fois depuis 1945, mais le temps de travail n'ayant baissé que du tiers, le temps de travail doit être drastiquement diminué, d'abord à 35 heures, sans baisse de pouvoir d'achat.
 - Les travailleurs auront les moyens, le temps et la motivation d'être écologique.
 - La sécurité d'emploi et les investissements publics à l'avenant en finiront avec le stress qui crée les conditions de la boulimie de la consommation de masse, de la vitesse et du loisir abrutissant, mode de vie anti-écologique.
 - Instaurer un salaire minimum de 50% plus élevé que le seuil de faible revenu de Statistique Canada, soit 18.00\$ l'heure pour une personne seule dans une grande ville sur la base d'une semaine de 35 heures ; Un revenu minimum garanti indexé au niveau du seuil de faible revenu de Statistique Canada (ex. 1800 \$ pour une personne seule dans une grande ville) ; Augmenter immédiatement les dépenses dans les services publics et les programmes d'assurance sociale d'au moins 10 milliards \$ par année.
- Implanter sur cinq ans, pour être achevé en 2020, un PROGRAMME OBLIGATOIRE D'INFRASTRUCTURES ÉCOLOGIQUES DE 100 MILLIARDS \$ OU PLUS.
 - Construire un réseau de transport en commun urbain, électrifié et d'usage gratuit suffisant pour ne plus être obligé de posséder une automobile

- Construire, pour le transport des marchandises, un réseau national et public de transport intermodal rail-eau suffisant pour éliminer le camionnage à longue et à moyenne distance
- Rénover et élever aux nouvelles normes d'efficacité énergétique tous les bâtiments du Québec sans pénaliser les locataires. Construire 10 000 logements sociaux et écologiques par année.
- Développer, avec l'accord obligatoire et l'implication en termes d'emplois et de redevances des nations Cri, Innu et Inuit de vastes complexes publics de parcs éoliens articulés aux réservoirs hydrauliques nordiques et de la Basse Côte Nord.
- Transformer l'agriculture industrielle et polluante en agriculture biologique de fermes familiales et de fermes en coopératives forestières gérées démocratiquement et soutenu financièrement par l'État.
- Réduire, ré-utiliser et recycler la totalité des déchets industriels et domestiques d'ici 2020 à charge des fabricants et des commerçants

➤ Est-ce réaliste ?

- Dans la nuit noire, un type cherche un diamant dans l'herbe sous un lampadaire. Un autre type s'offre à l'aider. Le premier lui répond : « *Inutile de m'aider, je l'ai perdu à 100 mètres d'ici.* ». Interloqué, le second lui répond : « *Pourquoi alors le chercher ici ?* ». De lui répondre le premier : « *Parce qu'il y a de la lumière !* » Ainsi font les partisans du capitalisme vert et social.
- Ernesto « Che » Guevara disait : « *Soyons réalistes, exigeons l'impossible* » Réaliste signifie suffisant pour combler les besoins sociaux dont la démocratie. Impossible signifie impossible pour le capitalisme.

En ce moment, au Québec, ni les centrales syndicales ni les regroupements nationaux d'étudiants, de femmes, environnementaux, populaires etc., ni les partis politiques même pas le parti Vert et Québec solidaire ne sont réalistes.

PRESTON MANNING, LE FONDATEUR DU RÉACTIONNAIRE REFORM PARTY, INVITAIT LES MILITANTS DE SON PETIT PARTI ALBERTAIN DONT TOUT LE MONDE SE MOQUAIT À « PENSER GRAND » (THINK BIG). AUJOURD'HUI, CE PARTI, APRÈS AVOIR AVALÉ LE PARTI CONSERVATEUR, DIRIGE LE CANADA ET EST PEUT-ÊTRE EN VOIE DE REMPLACER LE PARTI LIBÉRAL COMME PARTI « NORMAL » DE LA BOURGEOISIE.

OSONS « PENSER GRAND » ... À GAUCHE

ON Y ARRIVERA,

PAR DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU MOUVEMENT POPULAIRE

(La grande confrontation annoncée pour 2010-2011 entre le gouvernement et les syndicats du secteur public en fournit l'occasion)

POUR ORGANISER UNE RIPOSTE DE LA RUE JUSQU'À LA GRÈVE GÉNÉRALE

VERS UNE INDÉPENDANCE ÉCOSOCIALISTE

Marc Bonhomme,

Militant anticapitaliste, écosocialiste et indépendantiste de Québec solidaire

31 mars et 13 octobre 2009